

Elections départementales

Saint-Hilaire de Riez

Le programme d'Elisabeth Clément et Dominique Tenailleau

Menée par Elisabeth Clément et Dominique Tenailleau, avec pour suppléants Sylvie Pacaud et Pierre Hart, la liste Front de Gauche "L'Humain d'abord" entend bien construire un programme départemental qui soit à la fois social, écologique et solidaire, avec pour cible "l'austérité. Les politiques d'austérité, conduites hier par la droite et aujourd'hui par le Parti Socialiste pèsent sur nos concitoyen(ne)s et étranglent les territoires dans lesquels nous vivons."

Et le canton dans tout ça ? La liste a développé un programme en quatre grands axes. Le premier consiste à remettre la démocratie au "cœur du vivre ensemble", "en développant l'intervention citoyenne pour élaborer des projets départementaux, mettre en place un Conseil départemental des jeunes, organiser des référendums d'initiative locale pour les grands projets, assurer la transparence des finances et

des dossiers, ou en obligeant les élus à rendre compte régulièrement de leur mandat".

Concernant le département à proprement parler, et c'est le second point du programme, la liste entend "s'opposer à la suppression des départements, défendre le service public départemental et valoriser ses agents, redonner aux collectivités locales leur plein droit à la souveraineté et développer de nouvelles formes de coopération entre communes et Conseil départemental, exiger de l'Etat qu'il assume ses engagements financiers", mais surtout "déclarer le département "Zone hors traité transatlantique de libre échange".

Sur le plan de la proximité et de la solidarité, Elisabeth Clément entend bien "faire de la justice sociale le marqueur de la politique du département ; agir avec tous pour la défense, la réouverture, des services publics qui sont de la responsabilité de

l'état et en créer d'autres ; faire de l'éducation et la formation des jeunes un enjeu de société ; aider les jeunes à conquérir leur autonomie dans tous les domaines..." Politique du logement social ambitieuse, lutte contre la désertification médicale, développer et encourager l'art, garantir l'indépendance des associations, promouvoir une grande politique sportive, soutenir les luttes des salariés et les revendications des retraités... complètent ce point.

Le volet écologique comprend "le développement d'une politique de transport ambitieuse, faire des 250km de cote un atout social, touristique et écologique, aider au développement de l'agriculture paysanne et biologique de proximité, assurer le droit pour tous aux nouvelles technologies". La création d'emplois maritimes, le développement des centres de santé publique et la gestion publique de l'eau seront également au menu.